

CONCOURS EDHEC**CONCOURS PRÉ MASTER****SAMEDI 5 AVRIL 2025****ÉPREUVE DE DROIT**

Durée de l'épreuve : 3 heures

Coefficient : 5

Aucun document ou matériel électronique n'est autorisé.

Document autorisé :

Code civil (Dalloz ou Litec) non annoté manuellement. Le surlignage est possible mais pas l'indexation (post-its de couleur).

Sujet :

« La personne dans tous ses états »

Consignes

Le plan de la dissertation sera constitué de deux parties comprenant chacune deux sous-parties.

A l'issue de chaque composition écrite, tout candidat est tenu de remettre au surveillant une copie (même blanche, qui sera alors signée). Tout candidat sortant avant la fin des épreuves doit obligatoirement remettre le sujet en même temps que sa copie.

Cadre réservé au correcteur

Notes en chiffres _____

Note en lettres _____

Signature _____

N° 13370 1ère épreuve

à reporter fidèlement
SCIENCES JURIDIQUES

toujours été
est

est on

action

liations

us

17,5

EPREUVE DE SCIENCES JURIDIQUES

(pour les épreuves de langues précisez la langue choisie)

Réservé à
la correction

Sujet de personne dans tous les états

Dans un arrêt rendu le 2 février 2023, la 2^e chambre civile de la Cour de Cassation a réaffirmé le caractère fondamental de l'état des personnes en faisant des droits relevant à l'état civil des droits relevant de l'ordre public. Dès lors, la protection de l'état des personnes est assurée par l'état civil français. Cependant, il conviendrait de reformuler une conception plus large du terme "état", nous permettant d'étudier les différentes formes de protection et obligations imposées aux personnes.

Le terme "personne" peut se définir comme un individu qui, de par sa naissance, acquiert une personnalité juridique lui conférant des droits et des obligations. Si dans le langage courant la personne renvoie le plus souvent à la personne humaine, la conception juridique du terme renvoie également aux personnes morales. Les personnes, incorporées, sont souvent des sociétés qui, depuis 2010 et la création des

NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

EURL, peuvent disposer d'une personnalité qui leur
est propre. Cependant, notre étude n'envisagera pas
la question de l'état des personnes morales et
se concentrera sur les personnes physiques,
humaines.

Le terme "état" quant à lui renvoie, dans sa
conception courante, à la situation d'une chose
ou d'une personne. Dans sa dimension juridique,
on retient le terme état au sein de
l'article 34 du Code civil, renvoyant à l'état
civil. L'état civil français, créé à la naissance, recense
l'ensemble des actes relatifs à la situation de
la personne, on y retient les actes de naissance,
de décès ou encore de mariage. Cependant le
sujet "la personne dans tous les états" nous
mène à envisager une conception plus large
du terme "état". De fait, l'état renvoie
non seulement à l'ensemble des mentions
faites au sein de l'article 34, mais aussi à
l'ensemble des situations de la personne,
tout au long de sa vie qui peuvent faire
l'objet d'une quelconque protection d'état de la
personne peut donc renvoyer à son état
physique (naissance, mort) mais aussi psychologique
(la personne vulnérable, l'internement).

Historiquement, la personne ne pas toujours été protégée ni même envisagée comme elle est aujourd'hui. Dans la rédaction première, en 1804, le Code Civil n'envisageait pas la protection de la personne vulnérable ni même les modifications de sexe et l'état civil. L'évolution des mœurs au sein de la société a conduit le législateur à envisager la modification de l'état des personnes et l'état civil; le développement de la médecine et de la science a quant à lui permis d'élargir la protection de l'état des personnes sur le fondement de la dignité.

Cependant, cette évolution reste relative et le législateur, autant que le Cour de Cassation par le biais de sa jurisprudence, assurent une protection accrue de l'état des personnes et de l'état civil par le recours à un fondement : le principe d'indisposibilité de l'état des personnes. Cette sécurité affirmée de la Cour de Cassation et du législateur quant à l'état des personnes se justifie par une volonté de protection de ce fait, la Cour de Cassation a su étayer sa jurisprudence au profit des personnes, allant jusqu'à la protection des personnes non encore nées ou déçues. Si la Cour de Cassation a été l'impulsion de cette évolution, d'autres lui sont impoés; comme la protection des enfants nés de GPA ou la modification du sexe et l'état civil.

Dans quelle mesure assiste-t-on à un élargissement de la conception de l'état des personnes au profit de leur protection ?

Nous verrons que les personnes sont protégées à tous les stades de leur existence, dans tous leurs états (I) et que cette protection peut parfois donner lieu à des modifications de statut civil, à l'insu du principe d'indisponibilité (II).

I. La protection de l'état des personnes à tous les stades de leur existence

Chaque personne est protégée tout au long de sa vie (B) mais cette dernière peut même être protégée avant sa naissance et après sa mort par la loi à une fin (A.).

A. La protection de la personne avant la naissance et après la mort

En principe, la personne décédée ou la personne non encore née ne peut se voir attribuer la personnalité juridique qui justifierait sa protection. De ce fait, l'article 34 relatif à l'état civil mentionne l'acte de naissance et l'acte de décès, mais l'état des personnes englobe également leur statut et leur avant naissance.

La protection de la personne est assurée dès le commencement de sa vie (Articles 16, tous les articles cités sont issus du Code Civil, sauf mention contraire), et l'embryon est considéré par la loi comme une chose. De ce fait, ne peut être retenue l'incrimination pour homicide involontaire d'un embryon qui n'était pas né (Cass. AP, 29 juin 2001). Cependant l'embryon fait bien l'objet d'une protection

sur le fondement des droits au respect de la dignité humaine. Avec le développement de la science et le droit à l'assistance médicale et procréer depuis la loi du 2 août 2021, les embryons in vitro font l'objet d'une protection particulière assurée par le code de la santé publique. De ce fait, la recherche sur les embryons et le don de gamètes sont strictement encadrés (Art L 2141-3-1 du CSP et L 2141-4 du CSP).

Au delà d'une simple protection, les embryons peuvent être juridiquement traités par la loi comme des personnes par destination. L'un des concepts est une fiction juridique qui permet à l'embryon d'être traité comme une personne chaque fois qu'il y a de son intérêt (1^{ère} Civ. du 10 décembre 1985, Article 311). Et puis, au delà de la fiction, un acte peut être dressé pour les enfants nés sans vie faisant état de leur mort et pouvant être intégré au linet de famille (Article 79-1), depuis le 6 février 2008 cet acte n'est plus subordonné aux ordres de parents de l'Etat.

Et puis, la fin de la vie d'une personne marque également un état sujet de protection. Dès lors, la personne décédée a droit au respect de sa sépulture (Art. 16-1-1) et de sa sépulture (TG: de Lille, 5 décembre 1995). De plus, les droits subjectifs de la personne survivent à la mort et leur protection s'étend à leur image (Arrêt du profet Eignac, 1^{ère} Civ, 20 décembre 2000) et à l'exposition de leur corps (Arrêt du Profet, Civ. 1^{ère}, 16 septembre 2010).

B. la protection des états de la personne tout au long de sa vie.

Si la protection de la personne peut se faire par le biais de la protection son état, elle peut aussi naître du fait de l'état de la personne. La personne dans un état de vulnérabilité est protégée par le législateur. La personne malade par exemple fait l'objet d'une protection au fait de son état. Le médecin ne peut agir à l'encontre de son consentement, sauf en cas de nécessité médicale (Art. 16-3). Le consentement du patient est toujours requis, que ce soit concernant un traitement ou concernant la fin de sa vie. Cependant, le médecin peut agir à l'encontre du consentement du patient, certaines protections médicales s'appliquent aux patients. Des bus, le médecin qui fait une transfusion sanguine et un témoin de Jehovah ne commet pas de faute si c'est pour lui sauver la vie (CE, 26 octobre 2001).

Les incapables sont eux aussi des personnes vulnérables dont l'état justifie de les mettre sous la protection d'autrui (Article 415). Cette protection peut être prévue par la personne elle-même (procédure de sauvegarde de justice) ou s'imposer à elle. Le degré de protection dépend de l'état de la personne et justifie la mise en place d'une curatelle ou d'une tutelle.

Cette loi protège les personnes vulnérables, les personnes se voyant accorder une protection de leur état. Cet état a considérablement de

Obéir ces dernières années puisque désormais les personnes vivant en vie privée excessivement protégée (Art 9), que ce soit par le respect du domicile comme atteste ci le vie privée (3^e Civ, 25 février 2014) ou même le droit au respect de leur vie domestique et de leur image.

II. Assouplissement du principe d'indisposibilité de l'état des personnes

Avec les évolutions sociétales, la conception de l'état des personnes s'est transformée et la Cour de Cassation s'est vue contrainte d'assouplir sa jurisprudence quant à la mention de sexe à l'état civil (A) et à la mention de la filiation issue d'une gestation pour autrui (B).

A. De la mention du sexe à l'état civil

À la naissance, le sexe de l'enfant doit être déclaré par le père ou la mère pour lequel il doit être fait mention à l'état civil (Art 31 de 55). Le sexe doit être masculin ou féminin. Cependant, la question se complique quand l'enfant né ne peut se voir établi un sexe déterminé. Dans ce cas-ci, depuis une circulaire du 8 septembre 2013, le législateur autorise que la mention du sexe à l'état civil ne soit faite que dans les trois mois qui suivent la naissance. Cet assouplissement accordé par le législateur a pour objectif de protéger les personnes dans leurs états. Cependant, le législateur n'autorise pas la

modification de sexe morale sur l'état civil
(1^{er} Civ, 6 mai 2017), selon quel juridique par
l'ordre public et la protection de l'état
civil a des fins d'identification.

La modification ultérieure du sexe à
l'état civil, pour femme ou homme, est accordée
depuis le 18 novembre 2016. Le
transsexualisme est un état psychologique
de la personne, dit dysphorie de genre, qui
constitue une incohérence entre sa personne
et son sexe biologique. Pendant longtemps,
le Conseil d'Etat a refusé cette modification et, après avoir
toléré sur la seule évolution d'une
opération physique de changement
de sexe (2 arrêt en AP du 11 décembre
1992), le Conseil a été condamné par
le CEDH dans un arrêt du 11 juillet 2002.
Après une série jurisprudentielle longue
le Conseil d'Etat s'est plié en
2016, bien que le demandeur soit
soumis à des conditions strictes
(Art 64-S et 61-S)

B. De la filiation des suites d'une Gestation pour autrui à l'état civil

En raison des principes d'indisponibilité et de non patrimonialité de l'état des personnes, la gestation pour autrui (GPA) est prohibée en France (Art 16-7). Dès lors, le Cour de Cassation, suivant le principe de cohérence juridique, a longtemps refusé la mention de la filiation des parents d'intention sur l'état civil.

Cependant, le CEDH a eu une influence majeure sur le droit français. De ce fait, la France a été condamnée en 2014 (Amos Mamoussan c. France) pour absence de transcription de la filiation d'intention et a proposé à un renouveau de jurisprudence en 2015 alors et le 5 juillet 2017 quant à la filiation d'intention.

CONCOURS PRÉ MASTER

RAPPORT DE CORRECTION 2025 :

Épreuve de DROIT

Le sujet soumis cette année à la réflexion des candidats était le suivant :

« La personne dans tous ses états ».

Les candidats disposaient de trois heures pour rédiger leur composition sur ce sujet et avaient la possibilité d'utiliser un Code civil non annoté.

Le sujet avait pour objectif de tester la capacité de réflexion des candidats à réfléchir sur une question juridique complexe présentant un degré d'actualité constant. Il s'agissait essentiellement de problématiser les liens entre la notion juridique de « personne » et ses différentes évolutions et atteintes possibles.

La question centrale consistait à mettre en exergue **la façon dont le droit assure la protection de l'état de la personne tout en prenant en compte ses évolutions**. Un plan simple, du type « I. La protection affirmée de l'état des personnes II. L'évolution des états de la personne », pouvait parfaitement convenir dès lors qu'il permettait au candidat de démontrer d'une part, l'attachement du droit à une conception stable et protégée de la personne humaine et d'autre part, de révéler les adaptations contemporaines du droit face aux évolutions sociétales, médicales et éthiques impactant l'état de la personne.

De prime abord, le sujet invitait à rappeler le principe de l'unicité et de l'indisponibilité du corps humain. Une attention particulière devait être également portée à l'interdiction de la commercialisation du corps ou des éléments du corps humain, à mettre notamment en relation avec le principe de la dignité de la personne humaine.

Le sujet appelait également à s'interroger sur **les nouveaux états juridiques de la personne reconnus par le droit contemporain (changement d'état civil, reconnaissance des états de vulnérabilité) et les tensions que cela provoque avec les principes traditionnels.**

En résumé, il ne s'agissait pas pour le candidat de réaliser un « catalogue » exhaustif des situations dans lesquelles l'état de la personne varie ou est affecté, mais plutôt de démontrer sa capacité à prendre de la hauteur sur un sujet juridique complexe en analysant les tensions entre la protection de la personne et la reconnaissance de ses évolutions.

Bien que le faible nombre de copies ne permette pas de développer un traitement statistique pertinent, il est permis d'avancer que cet objectif n'a pas été atteint par près de la moitié des candidats, seul un quart d'entre eux ayant démontré une réelle capacité à prendre le recul nécessaire par rapport au sujet.

Les commentaires principaux se dégageant de la correction de l'épreuve de droit civil sont les suivants :

- 1- Le principal défaut de compréhension du sujet a consisté dans une mauvaise appréhension de ses termes. Un certain nombre de candidats s'est en effet limité à **l'étude des attributs classiques de la personne physique, tels que le nom, le domicile, l'état civil.** Par conséquent, l'analyse s'est alors portée majoritairement sur **l'association – erronée – entre « état » et « état civil » uniquement.** Les candidats qui ont œuvré dans ce sens ont mis en exergue la filiation, le mariage ou le divorce sans lien clair avec l'évolution plus large de la condition de la personne. En outre, **certains se sont éloignés du sujet en se concentrant exclusivement sur la distinction entre la personne physique et la personne morale, alors même que cette opposition n'était pas au cœur de la problématique posée.** Dans les deux cas évoqués ici et à défaut de précisions apportées, la note s'est trouvée située en dessous de la moyenne, le candidat ayant occulté des aspects importants du sujet découlant de sa formulation même.
- 2- Le principal défaut de traitement du sujet a consisté dans des développements, souvent maladroitement réalisés, relatifs **aux incapacités de la personne (minorité, majeurs protégés).** Cette étude n'a pas suffisamment été explicitée alors qu'elle permettait d'apporter une dynamique au sujet. Toutefois, lorsque les développements révélaient une certaine prise de recul et une réelle maîtrise des éléments considérés, la note a pu se porter légèrement au-

dessus de la moyenne. C'est néanmoins avec regret que nous avons constaté un nombre significatif de candidats ayant traité le sujet en travestissant l'intitulé et qui ont malheureusement opéré **une confusion entre l'état juridique de la personne et sa capacité à agir seule ou assistée.**

- 3- Un nombre limité de candidats a su faire preuve de la maturité suffisante pour traiter le sujet de façon conceptuelle. Dans tous les cas, l'effort d'analyse a été récompensé, alors même que des aspects importants du sujet avaient pu être occultés. À cet égard, rares ont été les candidats qui ont traité **de l'aspect chronologique du sujet** qui était opportun dans son analyse. **En passant par le statut d'embryon, à la naissance et même jusqu'après la mort, pouvaient être mis en lumière le principe de la personnalité juridique continue et ses limites.** Par ailleurs, l'approche bioéthique, touchant au statut du corps après la mort ou au don d'organes, **était très pertinente.** L'utilisation de la jurisprudence récente en matière de changement d'état civil pour les personnes transgenres permettait de nourrir la réflexion et d'accentuer les subtilités du sujet. Généralement relevé dans des copies de très bon niveau, l'examen des questions contemporaines liées à la fin de vie a conforté un positionnement de la note dans le dernier quart supérieur. **Il s'agissait ici notamment de souligner l'importance de la confrontation entre la permanence juridique de la personne et la reconnaissance des évolutions sociétales et médicales.**
- 4- S'agissant des qualités rédactionnelles et de construction des copies, nous avons relevé un nombre limité – si ce n'est acceptable – de fautes d'orthographe. Surtout, l'introduction a trop rarement permis de prendre le recul nécessaire par rapport au sujet, beaucoup trop de candidats ont récité la définition juridique de la personne, sans pour autant respecter la sémantique même du sujet. La simple définition des termes du sujet de manière individualisée et ensuite mutualisée n'a pas été donnée. Souvent trop longue, l'introduction débouchait aussi parfois sur la formulation d'une problématique tronquée, tombant « comme un cheveu sur la soupe » et consistant en somme à proposer le traitement d'un sujet différent de celui qui était soumis à la réflexion du candidat. Les plans adoptés se sont trop souvent traduits par des tentatives de formulations « esthétiques » qui se sont avérées maladroites et alambiquées. On ne rappellera jamais assez que la simplicité dans la formulation du plan est souvent le reflet d'une réflexion limpide.
- 5- En conclusion, un certain nombre de copies sortant brillamment du lot nous ont démontré que le sujet, certes difficile, était parfaitement réalisable à ce niveau.

A Roubaix, le 06/05/2025



Christophe COLLARD

Professeur de droit